

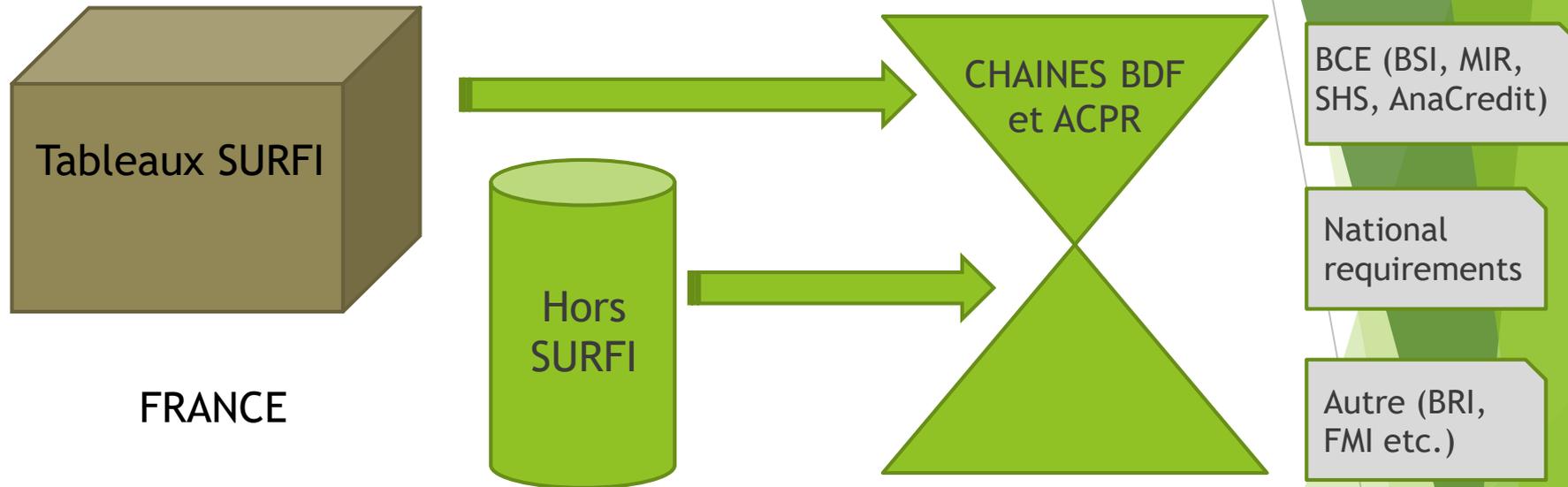
BANQUE DE FRANCE

**INTEGRATED REPORTING FRAMEWORK:
COMPRENDRE LE PROJET IREF
DANS LE CADRE FRANÇAIS**

1^{er} décembre 2020

Que propose l'IREF ?

- Actuellement: 19 pays dans la zone euro / 19 systèmes de collectes de données pour les besoins statistiques



➔ **A terme (2027): un système unique de collecte**

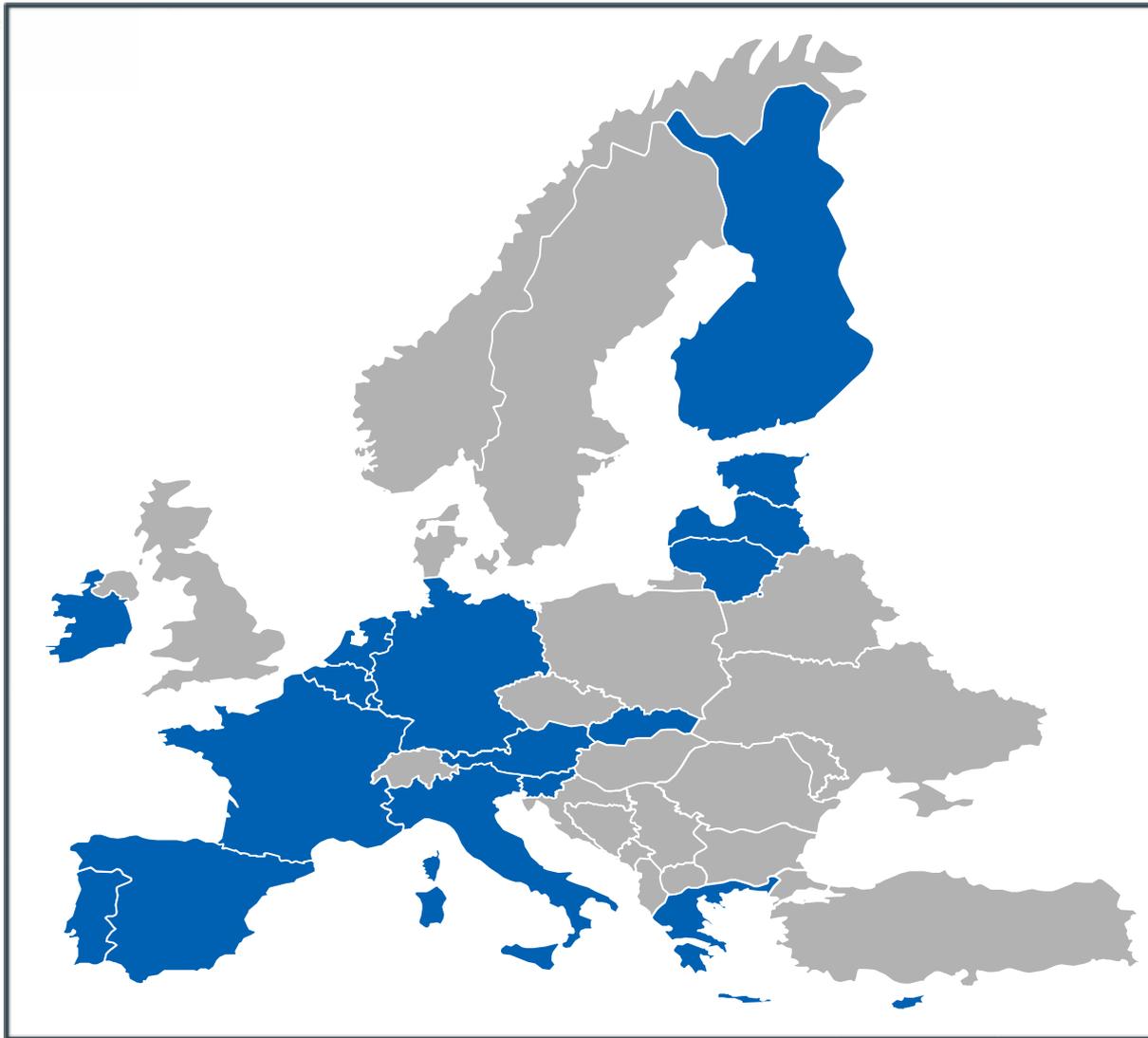


Une harmonisation de la collecte

Les 19 systèmes européens de collecte ne sont pas techniquement harmonisés...toutefois les différents règlements européens sont transposés sur le plan national (en France: Décisions du Gouverneur).

- Politique de révision, dérogations: inclus dans les règlements, décisions et transpositions
- Dictionnaires de données (comptable) et règles de gestion: existence de manuels BCE pour traiter des questions méthodologiques
- Modèle de donnée: non intégré
- Existence de données à vocation purement nationale (par exemple épargne réglementée en France)

L'harmonisation



IReF
collection
layer



**Un règlement
d'application
directe**

Une harmonisation des besoins Eurosysteme...

Redondances

Securities holdings
statistics (SHS)

MFI balance sheet items
statistics (BSI)

MFI interest
rates statistics
(MIR)

AnaCredit

Balance of payments (b.o.p.)
and international investment
positions (i.i.p.)

+
Financial Accounts (FA)

+
Securities issued (SEC)

... en partie déjà traitée par l'environnement SURFI

De l'harmonisation vers l'intégration

DÉCLARANTS

AUTORITÉS EUROPÉENNES

**Systemes
internes
des
déclarants**

Dictionnaire
de données
unique

de type BIRD
= définitions
mappées avec
SDD (*)

**IReF collection
layer (SDD)**

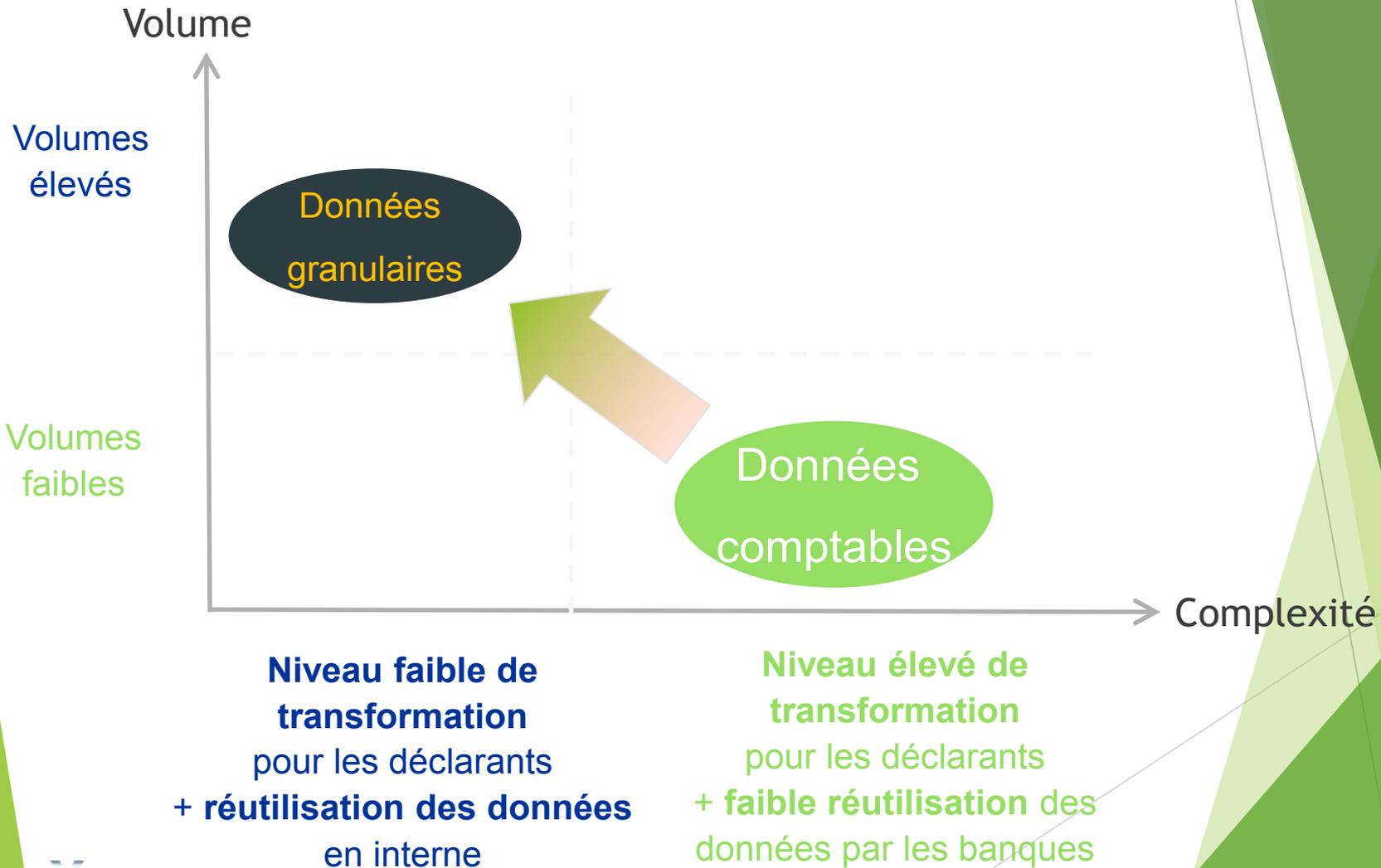
**Statistiques
réglementaires
européennes :
BSI, MIR,
AnaCredit,
BoP-IIP, etc.**

**Données de supervision
(EBA, SSM et SRM)**

Feasibility study

(*) SDD : Standard data dictionary

Un équilibre à trouver entre données granulaires et agrégées



Le premier outil de pilotage du projet: le questionnaire CBA

L'objectif est de pouvoir évoluer les impacts financiers et techniques du projet IREF en discutant les propositions du *draft scheme*

- Pour la France, 14 groupes bancaires et environ 50 banques solo sollicitées pour répondre au questionnaire
- Importance de peser sur les décisions finales en amont du projet
- Le questionnaire CBA fait suite au questionnaire QST lancé en 2018 (nombre limité de participants pour la France)
- Le QST défrichait les scénarios possibles de collectes (délais de remise des différents inputs ; fréquence, dérogations, etc.)
- L'objectif du CBA est de définir des coûts, bénéfices et préférences afin d'établir le modèle le plus efficace pour l'industrie bancaire et pour les utilisateurs (dont Eurosysteme)



Le *draft scheme* (projet organisationnel)

Il est basé sur les réponses apportées à l'enquête QST (sur base de la position majoritaire)

C'est un document de synthèse visant à:

- Identifier les redondances dans les collectes Eurosysteme (pas nécessairement visible dans les collectes nationales)
- Identifier les possibilités de standardisation des définitions et concepts
- Proposer un modèle de collecte : dans la version actuelle, scénario central vers un modèle dit '*Entity Relationship Model*' (ERM) - '*Granular and aggregated data*'

Le document fait référence à l'étude de faisabilité en cours (EBA)



Le *draft scheme*

- Le projet actuel présente un *scénario de base* mais n'implique pas de préférence quant au choix final
- Le CBA doit permettre d'évaluer les modèles, de faire émerger et proposer des scénarios alternatifs crédibles



Le questionnaire CBA

- Évaluation (coûts/bénéfices) des scénarios proposés dans le *draft scheme*

scénario central et alternatives

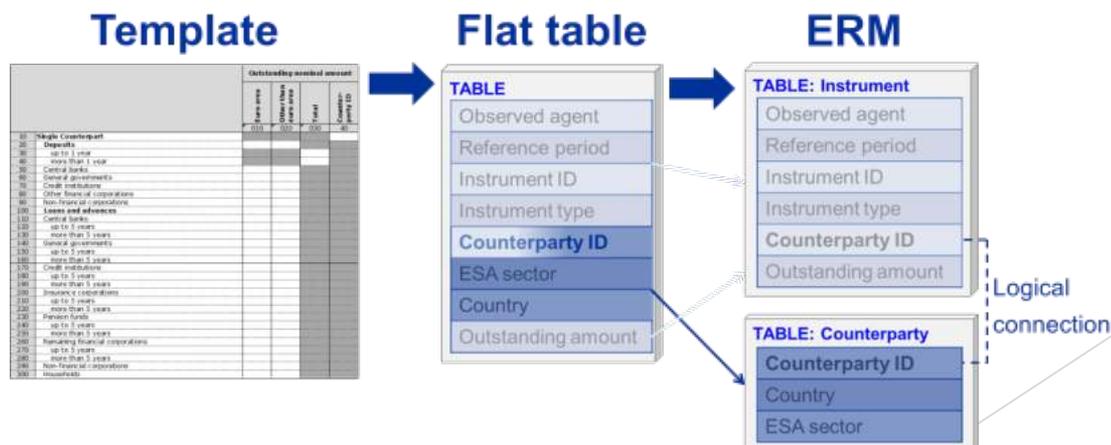
- Les parties prenantes : *Avec des attentes différentes...
À chacun son questionnaire !*
 - Les banques déclarantes
 - Les fournisseurs de services informatiques
 - L'Eurosystème / SEBC
 - Les services de collecte dans les *Banques centrales nationales* (*dont certaines hors zone euro*) et à la BCE
 - Les utilisateurs (comités de l'Eurosystème, dont stabilité financière)

CBA: les points d'attention (1/4)

Changements réglementaires envisagés :

- Abandon du seuil de € 25 000 pour AnaCredit
- Capacité pour une entité de déclarer les données de succursale(s)
- Collecte par instrument des titres émis
- Caractéristiques du titre: secteur émetteur, durée initiale...
- Déclarations des teneurs de compte conservateur: collecte titre à titre et client par client

Structure du schéma de collecte: Template, flat table ou ERM





CBA: les points d'attention (2/4)

- **Évaluation d'une collecte d'information sur les flux d'émissions de titres et d'éléments sur les dérivés**
- **Possibilité d'intégrer des besoins non inclus dans les règlements BCE actuels**
Cette possibilité est déjà active dans bon nombre de pays de la zone euro
C'est le cas de la France : par ex. dans les collectes SURFI, collecte d'éléments nécessaires au suivi de l'épargne réglementée
- **Principe d'intégration des besoins nationaux (national requirements) :**
 - *Les besoins communs au SEBC seront intégrés à l'IREF*
 - *En amont du projet: réduction du volume de données collectées pour des besoins nationaux et mutualisation (ex. des données BRI)*
 - *Afin de créer un canal unique de collecte, les exigences nationales, éventuellement partagées par plusieurs pays, seront ajoutées dans l'IREF (une extension agile, telle un strapontin)*



CBA: les points d'attention (3/4)

- Les besoins nationaux (national requirements) en France (*ici au titre des statistiques*)
 - ✓ L'épargne réglementée (Livrets A, PEL, etc.)
 - ✓ La centralisation financière des crédits et dépôts
 - ✓ Les seuils de l'usure (collecte M_CONTRAN)
 - ✓ Collecte des cessions temporaires concernant les détentions de titre (PROTIDE)
 - ✓ Autres informations contribuant à des besoins spécifiques nationaux
- La collecte Banque de France suit un cahier des charges strict pour répondre à ces besoins, dont la législation nationale

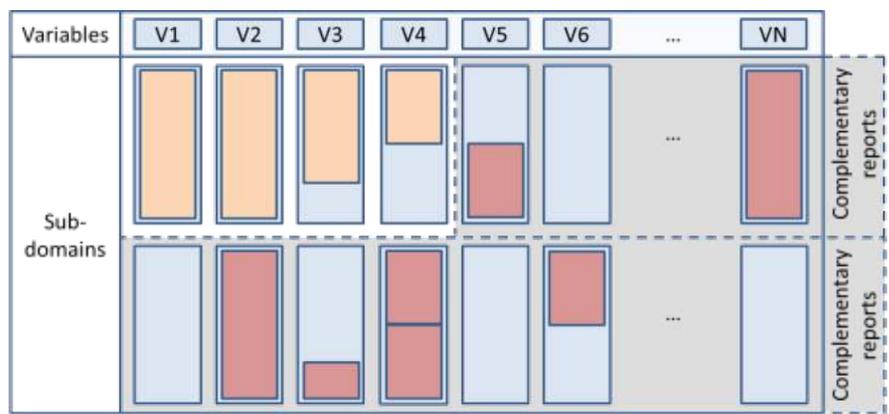


CBA: les points d'attention (4/4)

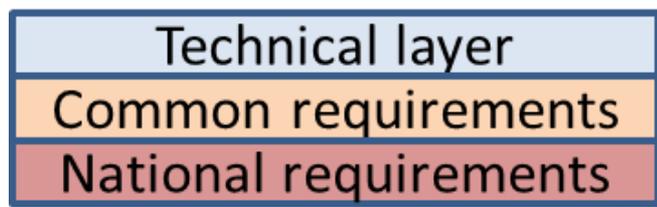
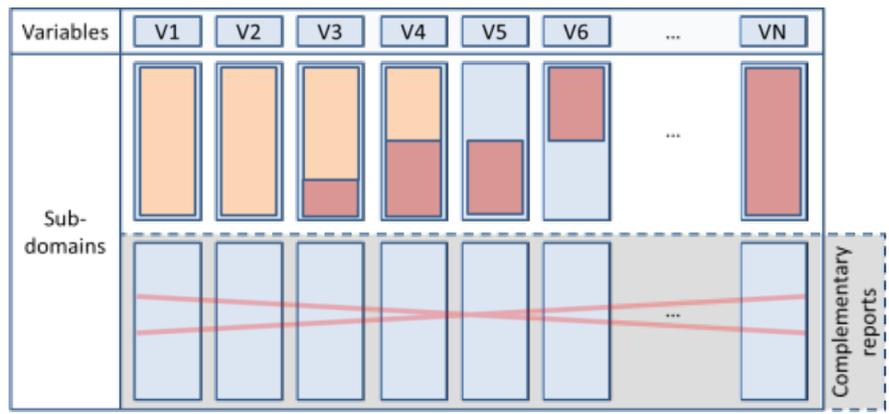
- Possible inclusion d'informations comptables dans le reporting, notamment pour vérifier la complétude des déclarations granulaires (*anchor values*)
- Reporting de Flux de crédits
(actuellement calculés par les BCN)
- Points additionnels, non inclus dans le *draft scheme* mais inclus dans le questionnaire CBA
 - Évaluation d'une collecte au niveau du contrat
 - Cas de multiplicité des fournisseurs de protections

CBA: les scénarios d'intégration des besoins nationaux

Scénario 1:
séparation des
rapports



Scénario 2:
intégration des
rapports





CBA: autres points traités

- Calendrier de remises
- Politique de révision des données
- La proportionnalité :
les dérogations pour les “*small institutions*”
- Déductions vs. collecte pour les transactions:
 - Reporting des transactions par instrument
 - Concepts de reclassements
(actuellement gérés par les BCN)



CBA: les aspects organisationnels

- Possibilité offerte aux répondants de participer en tant que groupe : les réponses seront pondérées par le nombre de banques incluses dans le groupe
 - ✓ Attente de retour des groupes
- Mise en place par la BCE de '*regular events*' en support
- Mise en œuvre de FAQ sur le site de la Banque de France
- Engagement des équipes de la Banque de France sur le projet



Merci de votre attention

Questions ?

Adresse email pour vos questions à venir :

1417-IREF-ut2@banque-france.fr